



## DECLARATION PREALABLE DU SNUIPP-FSU CAPD DU 12 SEPTEMBRE 2017

Monsieur l'inspecteur d'académie,

Malgré les déclarations du Ministre qui affirme la continuité avec la loi de refondation de l'Ecole et la priorité au primaire initiée par le gouvernement précédent, combien de nouvelles annonces, de mesures prises à la hâte sans aucune concertation avec les professionnels du terrain depuis le début de l'été ? Nous nous sommes efforcés de chercher la cohérence entre toutes ces annonces, nous avons voulu croire que tous ces changements concouraient à la promotion d'une école publique de qualité au service de tous les élèves tout en donnant les moyens aux enseignants de s'épanouir dans l'exercice de leur métier. Nous nous attendions à ce que la seule ambition qui anime notre ministère réside dans la réussite de tous les élèves qui nous sont confiés. Car oui, le projet du SNUipp-FSU place la réussite des élèves au centre de ses préoccupations !

Oui, nous avons tenté d'y croire... en vain. En effet, une semaine après la rentrée, une question nous taraude : toutes ces mesures incohérentes ne visent-elle pas l'exaspération des enseignants de façon à les convaincre que finalement, l'autonomie des établissements pourrait être une bonne chose en nous évitant d'être soumis à des injonctions incompréhensibles et néfastes ?

### **Reprenons ces mesures :**

- Des créations de postes d'enseignants, notamment en éducation prioritaire, mais une mise en place des CP à 12 à marche forcée au détriment du dispositif PDMQDC et l'augmentation du nombre d'élèves dans les autres niveaux en REP+...
- Des tâches administratives pour les directions d'école toujours plus lourdes à gérer, un nombre d'élèves notifiés en situation de handicap en augmentation, des élèves hautement perturbants pour lesquels l'institution admet ne pas avoir de réponses impactant de plus en plus d'équipes et suscitant une réelle souffrance au travail... mais une réduction drastique du nombre de contrats aidés...

- Une volonté affichée d'accompagner au mieux les stagiaires lors de leur entrée dans le métier...mais pour la première année, des fermetures prononcées à la rentrée dans des écoles les accueillant, entraînant ainsi des victimes de carte scolaire chez des personnels à titre définitif...
- Une volonté de faire évoluer les pratiques enseignantes sur l'évaluation en favorisant l'évaluation positive, en rajoutant une année pour le cycle 2...mais une injonction de faire passer des évaluations nationales en début de CP...et un slogan démagogique : « 100% de réussite au CP ».
- Une soi-disant confiance aux équipes enseignantes et des négociations avec le ministère sur le temps de travail des enseignants qui reste une problématique majeure...mais le refus aux enseignants du Rhône d'organiser 2 journées de pré-rentrée en faisant semblant de croire que cela suffit à ce qu'ils n'aillent pas dans les écoles travailler en amont de la rentrée...

Les impacts des différentes mesures de cette rentrée scolaire sont énormes pour le bon fonctionnement de nos écoles. La colère est forte chez les enseignants : vous l'avez vu lors de la grève du 23 juin et celle du 4 septembre. D'autres mobilisations vont se développer, concernant les contrats aidés par exemple... Car non, les enseignants ne pensent pas que la solution serait l'autonomie des établissements... Ils continuent d'espérer que la priorité au primaire ainsi que la confiance aux personnels ne restent pas des slogans électoraux et que bientôt, les décisions prises par notre hiérarchie serviront à améliorer notre système éducatif et pas uniquement à entraver son fonctionnement et le dévouement de ses personnels.